

<b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b>	<b>Dossier n° DP0630032500097</b>
<b>Commune d'AMBERT</b>	<b>Date de dépôt : 24/10/2025</b> <b>Demandeur : CHEVALEYRE BOIS-SCIE-R</b> <b>représentée par Monsieur CHEVALEYRE Baptiste</b> <b>Pour : Installation d'un générateur photovoltaïque</b> <b>Adresse terrain : 460 chemin du Grangier de Boisseyre - 63600 AMBERT</b>

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune d'AMBERT**

**Le Maire d'AMBERT,**

Vu la déclaration préalable présentée le 24/10/2025 par CHEVALEYRE BOIS-SCIE-R représentée par Monsieur CHEVALEYRE Baptiste et demurant 460 chemin du Grangier de Boisseyre – 63600 AMBERT;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation en date du 28/10/2025 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Installation d'un générateur photovoltaïque ;
- Sur un terrain situé : 460 chemin du Grangier de Boisseyre - 63600 AMBERT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et modifié le 10/01/2024 ;

Vu le règlement de la zone Ap du PLU ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26/04/1927 instituant le périmètre de protection de 500m autour du monument historique du Dolmen de la Pierre Couverte, commune d'Ambert ;

Vu le courrier de majoration du délai d'instruction de la déclaration préalable en date du 20/11/2025 ;

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 07/11/2025 ;

**ARRÊTE**

**Article UNIQUE**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable DP0630032500097.

AMBERT, le **-4 DEC. 2025**

Le Maire,  
**Guy GORBINET**



**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision :**

- **dans le mois qui suit la date de sa notification** : il peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
- **dans les deux mois qui suivent sa notification** : à cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.